

Un exemple de coopération internationale au GIGN : le Burkina Faso

Par Frank Rzo

Comme les armées, la police, et l'ensemble de la gendarmerie (qui dispose d'une Direction de la coopération internationale), le GIGN participe à des actions de formation et de coopération bilatérale.¹ Afin de coordonner l'ensemble des actions internationales et de faciliter leur mise en œuvre, une cellule "Relations Internationales" y fut créée en 2007. Chaque année, lors de stages spécifiques, des stagiaires étrangers y acquièrent des techniques élémentaires couvrant tout le champ des missions du GIGN. L'unité est aussi amenée à exporter ses savoir-faire à la demande de nombreux États étrangers, où elle envoie des cadres.

En Afrique de l'Ouest, s'agissant du Burkina Faso, neuf missions de formation en intervention spécialisée se sont succédé depuis 2014 afin de contribuer à la professionnalisation de l'USIGN – Unité spéciale d'intervention de la gendarmerie nationale burkinabée.

Cet article rend compte de deux missions : la première, réalisée dans le cadre d'un audit afin d'évaluer le niveau et les capacités de l'unité et d'identifier ses besoins, s'est déroulée du 29 octobre au 3 novembre 2017, suivie d'une autre du 17 au 31 mars 2018, où il s'agissait cette fois d'instruire une vingtaine de gendarmes de l'unité tant au plan technique que tactique.

La demande de l'État burkinabé d'accroître les capacités opérationnelles de l'USIGN, particulièrement face aux actions de terreur, répond au fait que depuis 2015, le "pays des hommes intègres" est devenu une cible privilégiée des groupes armés terroristes (GAT) issus de plusieurs mouvances islamistes ayant prêté allégeance, les unes à AQMI au sein du Groupe de soutien aux islamistes et musulmans (GSIM), les autres à l'État Islamique dans le Grand Sahara : EIGS. Les GAT se sont implantés et développés dans la sous-région en profitant de la notoriété d'Al-Qaïda et de l'EI ; ils ont su s'adapter, se restructurer, augmenter leurs capacités opérationnelles au plan technique et tactique, mutualiser leurs moyens, et faire évoluer leur mode d'action – comme l'a prouvé la double attaque de 2018 dont il sera question plus loin – ou bien en pratiquant l'évitement et en utilisant de nouveaux itinéraires.

Ils sont mus par leur adhésion à l'islamisme, idéologie politique dont le contenu se résume à trois principes :

¹ Le présent article s'abreuve à plusieurs sources. Il s'appuie d'abord sur l'expérience professionnelle acquise tout au long de la carrière de son auteur ; mais encore sur la connaissance plus récente qu'il a obtenue au Burkina lors des formations de 2017 et 2018 en tant qu'auditeur, puis instructeur. Cette connaissance s'est précisée en France par la consultation de sources ouvertes (ouvrages, articles de presse) et confidentielles (fiches et notes de la Direction du renseignement militaire, rapports du GIGN), et sur place par le contenu des réunions de travail et des entretiens individuels et collectifs avec les personnels de l'USIGN. S'y ajoute la visite des lieux des attaques terroristes récentes dans la région.

- premièrement, l’islam est en guerre contre l’Occident et ses alliés dans les sociétés musulmanes. La lutte armée contre ces ennemis est un devoir religieux ;
- deuxièmement, le système reposant sur l’État-nation, les institutions publiques et la démocratie, est contraire à l’islam. Il doit être remplacé par le califat régi par la charia ;
- troisièmement, un musulman peut être déclaré “apostat” ou “mécréant” s’il commet des péchés majeurs, auquel cas le recours à la violence à son encontre est légitime.

Ceci se reflète bien dans l’objectif d’ensemble des GAT au Sahel – combattre les “ennemis de l’islam”. En avril 2017, le leader du GSIM, Iyad ag-Ghali, en fournissait la liste : les juifs, les chrétiens, et tout particulièrement la France, “*qui reste notre ennemi historique dans cette partie du monde islamique*”. À quoi il faut ajouter ceux qui l’aident : les pays d’Afrique qui l’ont rejointe, comme le Burkina Faso.²

Pourquoi et comment la France est-elle amenée à accentuer sa coopération avec les forces de sécurité burkinabées ? Pour répondre à cette question, il faut d’abord rappeler les ressorts de la déstabilisation du Burkina Faso ; puis les événements qui ont révélé les faiblesses de ses forces de sécurité, surtout de l’unité d’élite de la gendarmerie du pays qu’est l’USIGN ; enfin, le rôle que le GIGN est amené à jouer afin d’y remédier.

Causes et raisons de la déstabilisation du pays par les GAT

Elles sont doubles. Au plan intérieur, la démission du président Blaise Compaoré à la suite du soulèvement populaire d’octobre 2014, suivie d’une période d’incertitude et de transition marquée par une tentative de coup d’État (septembre 2015) qui a retardé l’échéance de l’élection présidentielle, ont accru la fragilité du Burkina Faso. Tout juste élu, en novembre 2015, le président Roch Marc Kaboré est confronté à l’insatisfaction populaire et à des attaques djihadistes dans le nord du pays. Peu à peu, celui-ci se fracture, le nord et l’est échappant au pouvoir central.

Au plan extérieur, deux événements ont de plus déstabilisé les États de la bande sahélo-saharienne (BSS) : le Mali pour commencer, et de là plusieurs pays, dont le Burkina. Tout d’abord, la fin de la guerre civile en Algérie s’est accompagnée de la constitution de groupes armés islamistes ralliés à Al-Qaïda,³ qui ont trouvé refuge au nord du Mali. Et en 2011, l’intervention militaire franco-britannique en Libye, renforcée par l’OTAN, a non seulement détruit l’État libyen, mais provoqué un départ précipité des éléments touareg de la “Légion verte” vers le même nord malien. Dès lors, par des alliances de circonstance, les groupes islamistes et irrédentistes ont fusionné, menaçant l’État malien (sauvé *in extremis* par l’opération *Serval*), puis par capillarité le Burkina Faso. Ce dernier présente les mêmes vulnérabilités que les États voisins : porosité des frontières ; faiblesse des forces de défense et de sécurité, propice à l’infiltration du

² Marc Mémier, “AQMI et Al-Mourabitoun : le djihad réunifié ?”, *Ifri.org*, janvier 2017.

³ Le Front islamiste du salut (FIS), fondé en 1989, ambitionnait d’y créer une République islamique. Il fut empêché d’accéder au pouvoir par les urnes, et dissous en 1992. Des groupes armés se constituent : le Groupe islamiste armé (GIA) en 1994, puis le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) qui, sous la pression de l’armée, se replie dans le sud algérien et de là vers le Sahel, notamment vers le nord malien. Rallié à Al-Qaïda, il devient Al-Qaïda au Maghreb Islamique : AQMI.

territoire ; forte croissance démographique ; chômage et pauvreté poussant les couches les plus vulnérables de la société à se tourner vers les groupes armés terroristes, dont l’implantation et le développement sont favorisés par l’instabilité ambiante.

En outre, le Burkina Faso est impliqué dans la lutte contre ces GAT, puisqu’avec 1900 casques bleus il est le plus gros contributeur de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali⁴ (MINUSMA). Il est membre de l’organisation du G5-Sahel⁵ et de sa Force conjointe (FC-G5S), créée en février 2017 dans le but de faire face à la dégradation de la situation au Mali et dans la BSS. Par ailleurs, sur la base d’un accord bilatéral,⁶ la France et le Burkina Faso coopèrent à travers un dispositif d’assistance sous la forme d’un soutien logistique, de formations, et de conseils procurés aux forces de défense et de sécurité. De plus, le Burkina Faso accueille une base des Forces spéciales françaises chargées de traquer les GAT dans la BSS. Plus qu’un autre, il figure au nombre des “*ennemis de l’islam*”.

Des attaques djihadistes qui ont révélé la vulnérabilité de l’État et la faiblesse des forces de sécurité

Après des enlèvements d’otages, les attaques et tueries indiscriminées se sont multipliées en 2016, 2017 et 2018 dans les capitales africaines. Elles visent des lieux fréquentés par des expatriés occidentaux, hôtels de luxe, bars, restaurants, mais aussi des symboles de l’État : postes de douane, casernes, et même des représentations diplomatiques.

Ces attaques sont opérées et revendiquées par deux groupes distincts, le groupe Al-Mourabitoun/AQMI et le GSIM, qu’un mode opératoire identique révèle tous deux capables de maîtrise de la complexité, d’adaptation et de planification (repérage des cibles, soutien logistique, équipement, effort de synchronisation lors de la double attaque de 2018). Il consiste à attaquer par surprise à l’aide de moyens qui pour être rudimentaires (grenades, kalachnikovs, engins explosifs improvisés, bouteilles remplies d’essence, couteaux de cuisine...) n’en produisent pas moins l’effet de terreur recherché. Les assaillants sont jeunes (ils ont parfois moins de vingt ans), peu nombreux (deux à huit) et très mobiles. Ils sont issus de la sous-région, ce qui leur permet de s’infiltrer facilement dans la population et de bénéficier d’appuis locaux. Déterminés, prêts à se sacrifier lors d’opérations suicides, ils combattent jusqu’à la mort pour accéder au martyr. Dans le but de faire le plus grand nombre de victimes et d’avoir un important impact médiatique, ils choisissent le vendredi ou le week-end, en fin de journée, moments propices à la détente où bars, restaurants et hôtels sont plus fréquentés qu’à d’autres heures.

⁴ Créée en juillet 2013, elle compte des militaires et des policiers et s’avère être la mission de maintien de la paix de l’ONU la plus coûteuse en vies humaines. Son manque de capacités opérationnelles en fait une proie pour les GAT.

⁵ Créée en février 2014 par cinq pays : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad, il est susceptible de fixer le cadre coordonnant les politiques de développement et de sécurité. Après bien des lenteurs, il a été installé en juillet 2017 pour se substituer à l’opération *Barkhane* qui, en août 2014, avait pris le relais de *Serval* pour régionaliser la lutte contre les GAT et les nébuleuses de milices imbriquées ou alliées, et prévenir la résurgence de sanctuaires djihadistes dans la BSS.

⁶ La France en a signé un avec chacun des cinq pays.

La première série d’attaques fut le fait du groupe Al-Mourabitoun/AQMI. Après celle de l’hôtel de luxe *Radisson blu* à Bamako, au Mali, le vendredi 20 novembre 2015, qui fera vingt morts dont quatorze étrangers, c’est au tour d’Ouagadougou, capitale burkinabée, d’être frappée le 15 janvier 2016, là encore un vendredi, jour de prière. Les cibles sont le café-restaurant *Le Capuccino*, puis l’hôtel *Splendid*, tous deux situés sur une artère du centre-ville.⁷ Le bilan est de trente morts et 71 blessés, dont trois gendarmes. Le week-end du 13 mars 2016, cette fois en Côte d’Ivoire, les cibles sont trois hôtels de la station balnéaire de Grand-Bassam, très fréquentée par des expatriés occidentaux et des familles ivoiriennes. On déplore dix-neuf morts et vingt-deux blessés.

La série suivante est revendiquée par le GSIM. La première attaque, le dimanche 13 août 2017, se déroule de nouveau à Ouagadougou, dans la même artère principale qu’en janvier 2016. Elle vise le café-restaurant *Aziz Istanbul*.⁸ Le bilan est de dix-neuf morts dont un gendarme et de vingt-et-un blessés dont quatre gendarmes. Le vendredi 2 mars 2018, dans la même ville, deux commandos frappent simultanément, et de manière coordonnée, l’ambassade de France et l’État-major général des Armées (EMGA), sites pourtant protégés par des gendarmes et des militaires armés. Huit d’entre eux y laissent la vie et 90 sont blessés.⁹

Les capacités opérationnelles des unités d’intervention spécialisées

Ces tueries ciblées ou indiscriminées imposent une réaction rapide des forces de sécurité et particulièrement des unités d’intervention spécialisée comme l’USIGN afin de neutraliser les assaillants et de sauver les otages. Faire face aux missions de contre-terrorisme suppose un engagement important des personnels, l’emploi de moyens adaptés et des capacités opérationnelles spécifiques aux unités chargées d’intervenir.

⁷ L’attaque du restaurant a commencé à 19:30 ; les premiers éléments de l’USIGN arrivent une heure après. Ils tentent de s’approcher mais refluent face à la détermination des terroristes. Le restaurant est en feu. Vers 22:30, les éléments de l’USIGN se préparent à pénétrer dans l’hôtel où sont retranchés les attaquants, mais les autorités décident d’attendre l’arrivée des forces spéciales françaises dépêchées en renfort depuis le Mali. À 00:30, les FS et l’USIGN lancent l’assaut. Les 155 otages sont évacués, puis les terroristes abattus. L’opération s’achève à 7:00. Cette première attaque démontre la faiblesse du dispositif sécuritaire burkinabé, notamment dans la coordination des moyens.

⁸ L’USIGN est alertée dans les minutes qui suivent l’attaque lancée à 21:15 par deux jeunes hommes venus en moto pour ouvrir le feu sur les clients attablés à la terrasse. Le groupe d’alerte, arrivé vers 21:45, est pris à partie par les terroristes restés en position sur la terrasse. Si les gendarmes poussent les assaillants à se retrancher au premier étage tout en évacuant otages et blessés, leur progression s’arrête face à des tirs nourris. À 22:00, les renforts parviennent sur place alors que l’étage est la proie des flammes.

⁹ L’attaque de l’ambassade commence à 10:03. Un commando ouvre le feu sur le poste de contrôle de la gendarmerie burkinabée, tue l’un des deux gendarmes en faction, puis tire sur le poste de garde à l’entrée de l’ambassade avant de lancer un engin explosif improvisé qui s’avère défectueux. Ayant vainement tenté de franchir le mur d’enceinte, les assaillants contournent la représentation et pénètrent dans le jardin de la villa attenante. Pris à partie par les militaires français présents au sein de l’emprise, ils échouent à s’y introduire. Après près de 50 minutes de fusillade, les assaillants sont tués. Vers 11:10, le groupe d’alerte de l’USIGN se déploie aux abords du bâtiment diplomatique afin de sécuriser la zone. Pendant ce temps, à 10:08, un deuxième commando de quatre hommes arrive à hauteur de l’EMGA. Il tue le soldat en faction, et fait entrer un véhicule kamikaze qui explose à l’intérieur de l’enceinte militaire et met le feu à un bâtiment. À 10:45, un groupe de l’USIGN arrive sur les lieux et se positionne en appui à l’intérieur de la caserne en attendant la venue des renforts qui, engagés à l’ambassade, le rejoignent vers 12:10. Ensemble, ils neutralisent les terroristes et évacuent les personnels de l’EMGA. L’opération s’achève à 13:05.

La préparation opérationnelle des unités de contre-terrorisme revêt une importance particulière, car elle détermine l’aptitude des unités à accomplir des missions particulièrement dangereuses où des vies humaines sont menacées ; elle nécessite un haut niveau de compétence technique et tactique, et s’inscrit dans la durée car elle implique la sélection des candidats les plus motivés et les plus aptes sur la base de tests physiques et psychologiques, de mises en situation et d’entretiens. La formation se décline en deux temps : la formation initiale complétée par les formations complémentaires. Les entraînements destinés à la préparation technique et tactique doivent être exécutés de façon régulière afin de contribuer au maintien en condition opérationnelle (MCO) des membres des unités d’intervention. Les matériels de dotation doivent être en cohérence avec la doctrine d’emploi, la nature des menaces et le milieu d’intervention. Ils comprennent les véhicules, les équipements individuels et collectifs.

Comment ces principes de base s’appliquent-ils à l’USIGN ?

Structure et missions de l’USIGN

Évoquer la structure de l’USIGN revient à considérer les étapes de la création d’unités d’élite au sein de la gendarmerie par un État burkinabé confronté à la montée du grand banditisme et à la multiplication des prises d’otages par les djihadistes dans la sous-région. La création de l’unité d’intervention de la gendarmerie est récente : elle date de juin 2013, à l’initiative du président Campaoré. Durant la transition, son existence fut confirmée en 2015, et ses moyens renforcés : à ce moment, ses effectifs passent de 40 à 180 gendarmes, dont 150 opérationnels. L’actuel commandement souhaite prochainement atteindre l’effectif de 300 dont 250 opérationnels.

Elle a ensuite été rattachée à la Légion spéciale de la gendarmerie, créée à son tour en 2015. Cette dernière relève du ministère de la Défense. Si l’on en croit l’organigramme officiel, elle est coiffée par un état-major dont dépendent également le Groupement d’escorte et d’honneur (GEHGN) et le Groupement de sécurité et d’intervention (GSIGN), entités qui ne sont toujours pas opérationnelles.

L’USIGN est commandée par un officier supérieur et comprend quatre escadrons aux fonctions distinctes (intervention,¹⁰ appui opérationnel, réserve opérationnelle, soutien). Néanmoins, les compétences techniques de l’escadron d’appui opérationnel ne sont pas à la hauteur des attentes et l’escadron de réserve opérationnelle est une coquille vide sans personnels affectés (instructeurs, techniciens et spécialistes de réserve). Il est à noter qu’elle ne dispose pas d’un bureau Instruction avec des formateurs dédiés aux fonctions de préparation et de suivi des formations initiales et complémentaires. Elle est basée dans le centre de la capitale à proximité des sites sensibles, tant régaliens (ministères) que privés ou commerciaux, ce qui n’exclut pas que la géographie de ses interventions s’étende à tout le territoire national. Elle dispose à Laongo, à environ 45 minutes d’Ouagadougou, d’une emprise dotée d’un camp d’entraînement et d’un champ de tir¹¹. Et pour effectuer des

¹⁰ Cet escadron, fort de 132 gendarmes, comprend trois pelotons, chacun scindé en trois groupes.

¹¹ Un stand permettant de tirer jusqu’à 300 mètres et d’effectuer des parcours de tir à balles réelles dans une *killing house*.

exercices concrets, elle peut utiliser des établissements privés et publics (supermarchés, restaurants, bâtiments désaffectés). Par ailleurs, pour déjouer les menaces terroristes aux frontières, l’USIGN a installé, en 2016, à Djibo, dans le nord du pays, un peloton d’intervention d’une trentaine d’hommes au sein des forces armées.

La doctrine d’emploi définit ses missions : lutter contre le banditisme et le terrorisme, intervenir en milieu pénitentiaire, surveiller et mettre en sécurité des sites sensibles et assurer la protection des hautes personnalités en cas de crise. À ce titre, à peine créée, elle est intervenue en octobre 2014 lors des manifestations d’opposition au maintien au pouvoir du président Campaoré. Dans un contexte politique où se jouait l’avenir du pouvoir en place, elle a pleinement exécuté des pans de sa mission en exfiltrant des députés, des fonctionnaires et des journalistes bloqués dans l’Assemblée nationale en feu, puis en remettant en cellule les quelque 600 détenus qui tentaient de s’évader de la prison. En septembre 2015, elle a participé à la mise en échec de la tentative de restauration du régime du président Campaoré par le général Gilbert Diendéré. Par cette action, elle a montré sa loyauté envers la République et le régime légal, ce qui lui a valu d’être élevée au rang de Chevalier de l’Ordre national. Puis elle a été engagée dans des opérations de contre-terrorisme lors de tueries de masse déjà évoquées. Dans le cadre de ses missions de contre-terrorisme, elle assure une permanence opérationnelle 24 heures sur 24 afin de pouvoir intervenir rapidement en cas d’attaque.

Les faiblesses de l’USIGN

Les attentats ont souligné les faiblesses de l’appareil sécuritaire burkinabè face à ce type d’événement, notamment en ce qui concerne la coordination des moyens et l’anticipation des crises. Ceci peut s’expliquer par le fait que les forces de sécurité ne travaillent pas ensemble, alors que la sécurité intérieure repose sur la sécurité globale par la recherche de synergies et d’interopérabilité avec les principaux services de l’État. L’USIGN est l’un des maillons de la gestion des crises à caractère terroriste. Et son rôle est essentiel dans la mesure où elle est considérée comme la force la plus compétente du pays pour intervenir : l’ultime recours. Néanmoins, cette unité a rencontré certaines difficultés lors de ses engagements durant les attaques terroristes perpétrées à Ouagadougou.

En premier lieu, l’USIGN ne bénéficie pas d’une préparation opérationnelle adaptée aux enjeux. Ainsi, l’unité est très sollicitée pour accomplir des missions de protection et sécurisation de sites sensibles et d’escortes de biens et de personnes, particulièrement celle du président Roch Marc Christian Kaboré. De mars 2017 à mars 2018, elles ont représenté 91% de son activité quand les missions d’intervention se limitaient à 4%.¹² Ces missions de protection “consomment” ses effectifs, et contrarie la préparation opérationnelle (formation et entraînement) par manque de personnels.

Par ailleurs, l’absence de structure de formation ne permet pas à l’unité d’assurer la formation initiale des jeunes recrues et le suivi des personnels (formations complémentaires, entraînements). Ainsi, selon un témoignage, certains gendarmes de l’unité n’ont

¹² Elles se résument à treize interpellations de personnes (3%), et deux interventions lors des attaques contre le café *Aziz Istanbul*, l’ambassade de France et l’EMGA (1%).

participé en 2017 qu'à deux séances de tir là où l'entraînement doit être hebdomadaire pour être performant. De plus, les promotions de 2016 et 2017 n'ont pas acquis un niveau satisfaisant, car les techniques et les tactiques d'intervention ainsi que l'aguerrissement n'ont pas été assurés de façon efficace. Il manque enfin des compétences dans des domaines spécifiques de l'intervention spécialisée tels que le tir au fusil de précision (pour neutraliser un terroriste à distance), ou le secours au combat (traitement immédiat des blessés par balle avant évacuation).

Ensuite, l'USIGN rencontre des problèmes de recrutement. Ainsi, pour répondre à des besoins d'effectifs croissants, l'unité a d'abord abondamment recruté.¹³ Mais elle s'est très vite heurtée à deux défis majeurs : d'une part, le manque de candidats, donc un faible taux de sélectivité, et d'autre part, les départs précoces d'un certain nombre de gendarmes que l'unité n'a pas su fidéliser. À cela, deux raisons. D'abord, les gendarmes de l'unité prennent des risques en mission, et le taux de pertes humaines est élevé. Ensuite, leur rémunération est identique à celle des gendarmes des brigades, pour des engagements, des risques et des contraintes (sollicitations et temps de service importants, manque de récupération et de permissions) bien supérieurs. Afin de contourner le premier défi, il fut décidé de recruter des gendarmes directement au sortir de l'école de gendarmerie pour bénéficier de candidats ayant un niveau physique satisfaisant, même s'ils manquaient d'expérience du métier. Si ce choix a bien engendré un rajeunissement de l'unité, il a aussi provoqué la diminution du taux d'encadrement (officiers et sous-officiers supérieurs) qui ne représentent que 7% des gendarmes opérationnels de l'unité. Or, il est important pour une unité spécialisée d'avoir une ossature solide, composée de cadres formés et expérimentés afin de “guider” les opérateurs lors des missions.

Enfin, l'examen de la dotation en matériels montre des carences en matériels d'intervention. Ainsi, toutes les armes ne sont pas équipées d'aides à la visée (lampes, lasers, points rouges lumineux), bien plus efficaces pour intervenir dans des conditions parfois difficiles. Rappelons que les attaques ont souvent lieu après 18:00, c'est-à-dire, sous ces latitudes, dans l'obscurité. La dotation en grenades à main et en lance-grenades est inexistante. Les pistolets semi-automatiques sont vétustes et génèrent des incidents de tir. Les gilets pare-balles n'ont pas d'étuis adaptés permettant de porter les chargeurs, postes radio et accessoires divers. Pour communiquer, les attaques se déroulant dans de larges espaces, le nombre de postes radio est insuffisant et les différents modèles ne permettent pas l'interopérabilité. Les gendarmes ne disposent pas de masques à gaz. Et face aux tirs d'armes automatiques, la plupart des boucliers de protection balistique en dotation n'arrêtent pas les balles de kalachnikov (7.62 x 39). Il leur manque aussi des trousse de secours individuel et collectif.

Les effets d'une coopération internationale non coordonnée

Comme tous les pays d'Afrique, le Burkina Faso bénéficie de la coopération internationale, dont celle de la France. Laurent Touchard a récemment dressé un bilan

¹³ L'USIGN a ainsi recruté 40 nouveaux membres en 2013, 80 en 2014, 65 en 2016 et 34 en 2017.

précis, pays par pays, de l’aide internationale apportée aux armées africaines.¹⁴ Il en a conclu que la grande diversité de la coopération et de l’origine des matériels en faisait des armées “*patchwork*”, reprenant là une expression d’Aline Lebœuf.¹⁵ Une diversité néfaste à bien des égards. Bien que la coopération internationale soit officiellement considérée comme bénéfique dans la lutte contre les terroristes comme dans l’accroissement des capacités opérationnelles, les forces de sécurité burkinabées, dont la gendarmerie et tout particulièrement l’USIGN, connaissent des problèmes de duplication d’actions et de formations non adaptées, provenant du manque de concertation et de coordination des services chargés de cette coopération parmi les pays partenaires. En un mot, chacun déroule son savoir-faire au titre d’un accord bilatéral sans se soucier de ce qui peut se faire par ailleurs.

L’USIGN fait l’objet d’un soutien militaire international qui lui permet d’acquérir des équipements coûteux (protection balistique, armement, moyens techniques de collecte du renseignement, postes radio, trousse individuelles de secours) que l’État burkinabé ne peut financer. Il n’en demeure pas moins que certains matériels font encore défaut pour intervenir de manière efficace. D’autres matériels en dotation ne sont pas adaptés à la menace. Par exemple, le vérin hydraulique permettant d’ouvrir les portes est trop lourd à transporter et sa mise en œuvre est trop longue pour des missions de type tueries de masse qui nécessitent de progresser rapidement. Ou bien les nouveaux équipements sont reçus mais non distribués à l’unité. Là encore, les pays partenaires pèchent par un manque de concertation pour coordonner les achats.

Le rôle du GIGN

La coopération bilatérale entre le GIGN et l’USIGN vise à augmenter les capacités opérationnelles de cette unité afin qu’elle soit en mesure d’intervenir de manière efficace lors des attaques terroristes. À cette fin, depuis 2014 le GIGN et ses antennes régionales (AGIGN) contribuent de manière active à la formation de gendarmes de l’USIGN.

Les formations et audits effectués ont permis d’émettre un certain nombre de propositions. Elles concernent au premier chef le recrutement, facteur primordial pour des unités de contre-terrorisme, et auquel une attention toute particulière doit donc être accordée. Ainsi, l’USIGN a tout intérêt à recruter des personnels volontaires possédant le profil adapté aux missions de l’unité. Cette sélection doit être plus rigoureuse et axée sur des tests physiques et psychologiques, ainsi que des mises en situation. Le recrutement au sortir de l’école doit être abandonné au profit de personnels possédant au moins quatre ans de service en unité de gendarmerie, gage d’un minimum d’expérience. L’augmentation des effectifs doit être faite de façon progressive en prenant le temps d’absorber les nouvelles recrues et en veillant à maintenir un encadrement suffisant et expérimenté.

Par ailleurs, l’attractivité de l’USIGN est une donnée à prendre en compte. Son renforcement peut diversement passer par une revalorisation de la solde, des récupérations, un positionnement sur des missions gratifiantes, une formation validée par des brevets et

¹⁴ Laurent Touchard, *Forces armées africaines, 2016-2017*, Édition CreateSpace/ Amazon, 2017, 602 p.

¹⁵ Aline Lebœuf, “Coopérer avec les armées africaines”, *Focus stratégique*, n°76, IFRI, octobre 2017.

des diplômes, et des récompenses militaires attribuées pour des actions reconnues. L'USIGN doit encore être en mesure d'organiser la formation initiale des recrues (aguerrir les stagiaires en vue du combat, créer la cohésion nécessaire, transmettre les fondamentaux techniques). Le GIGN, pour sa part, est en mesure de conseiller et d'accompagner l'unité au travers de formations complémentaires et d'exercices de mises en situation (cas concrets) permettant de préparer les personnels. La création d'un mémento pouvant servir de manuel de référence technique peut être utilement mis en place à l'issue des actions de coopération. Mais l'objectif d'augmenter les capacités opérationnelles de l'USIGN ne pourra être atteint sans entraînements réguliers pour maintenir les compétences techniques et tactiques. Le suivi de l'instruction et la mise en place des entraînements pourraient être assurés par un bureau Instruction, armé par d'anciens opérationnels. Enfin, il est proposé de reconsidérer l'organisation interne de l'USIGN en réduisant le nombre d'escadrons à deux : l'un, d'intervention, composé de six sections¹⁶ ; l'autre, de soutien, chargé de l'armurerie, du matériel et de l'entretien auto.

Brève conclusion

Loin d'être une charge, la coopération bilatérale, avec le Burkina Faso comme avec d'autres États de la région, présente un intérêt certain pour le GIGN, et au-delà pour le pays. Témoignant de la reconnaissance internationale de ses savoir-faire et de son savoir-être, elle les renforce en retour en exposant certains au moins de ses personnels à des contextes différents de ceux qu'ils sont susceptibles de rencontrer sur le sol national, et les invite donc à maintenir une posture d'adaptation permanente au bénéfice de l'institution tout entière. Légère, elle consiste essentiellement à fournir des formations, du conseil, des audits, un soutien logistique et du matériel, sans paternalisme, c'est-à-dire en laissant le plus souvent l'initiative de la demande au partenaire. Parce que, d'un côté comme de l'autre, les effectifs concernés sont restreints, le poids budgétaire en est limité.

Une telle coopération semble donc dotée d'un avenir, ce d'autant que l'adversaire terroriste à combattre est commun aux deux parties. En y consentant et en y procédant avec sérieux, la France remplit un rôle conforme à ce qu'elle conçoit comme sa vocation, en Afrique plus qu'ailleurs. Au-delà des liens culturels et affectifs qui lient l'ancienne puissance coloniale aux pays partenaires sur ce continent, elle y trouve un bénéfice primordial car il n'est dans l'intérêt de personne de laisser le djihadisme prospérer dans cette partie du monde en attendant passivement que, comme il a montré qu'il savait le faire, il n'en vienne à s'exporter.

¹⁶ Chaque section comprenant un chef de section, deux chefs de groupe, quatre chefs d'équipe, soit sept cadres pour dix-huit opérateurs.